

# Notre pays est en deuil et en colère !

**L**e meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant à Nanterre, a mis à nu les effets de décennies de politiques publiques discriminatoires et sécuritaires ciblant notamment les quartiers populaires et la jeunesse qui y grandit et particulièrement les personnes racisées et précarisées.

La conception essentiellement répressive de la police, et l'évolution législative de 2017 sur l'usage des armes de service, aggravent ce que la population vit et subit en termes de discriminations et de pratiques racistes.

**Les tensions entre population et police viennent de loin et s'inscrivent dans une histoire marquée d'injustices, de préjugés, de violences, de discriminations, de sexisme et d'un racisme systémique qui traverse l'ensemble de la société.**

Les habitant·es des quartiers concernés et notamment les femmes pallient bien souvent seul·es les carences en termes de services publics. C'est bien la régression de ceux-ci, l'école, les lieux de partage et de culture, sportifs, la poste, les administrations et le recul du soutien de l'État au tissu associatif qui ont largement contribué à marginaliser ces quartiers.

L'abandon de ces populations de quartier est aggravé par le contexte économique d'appauvrissement, d'inflation, de hausse des loyers, des prix l'énergie et la réforme de l'assurance chômage. **Les inégalités sociales touchent particulièrement les enfants et les mères isolées.** C'est ce que montrent les révoltes qui ont secoué les quartiers populaires depuis quelques jours en réaction à la tragédie de Nanterre.

En plus de décennies de dérives d'une politique du maintien de l'ordre, de lois sécuritaires (*loi sécurité globale, loi séparatisme...*) et de mesures d'exception, nous assistons depuis quelques jours à des pressions du gouvernement pour mettre en place une justice expéditive.

**Le prononcé de mises en détention préventives systématiques avec des peines de plus en plus lourdes n'est pas acceptable !**

L'urgence n'est pas celle de la répression qui ne fera que renforcer l'extrême-droite et fera reculer une fois de plus les droits et libertés.

L'ONU a critiqué à plusieurs reprises les politiques sécuritaires et les problèmes institutionnels de racisme en France, en particulier dans les forces de l'ordre.

**Ce sont les discriminations qui sont un poison toxique qui décrédibilise l'idée même d'égalité et sème le désespoir.** Nous dénonçons l'appel à la guerre civile contre les quartiers populaires et la qualification des personnes qui en sont issues de « nuisibles » par des syndicats de policiers.

**Nous condamnons la constitution d'une cagnotte de soutien au policier qui a tué Nahel à l'initiative d'un membre de l'extrême droite et l'absence de toute action du gouvernement.**

**Il est plus que temps d'écouter et de prendre en compte les demandes des habitant·es des quartiers populaires et en particulier sa jeunesse !**

**\* Nous agirons ensemble pour :**

– **l'abrogation de la loi de 2017** sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;

– **une réforme en profondeur de la police**, de ses techniques d'intervention et de son armement ;

– **le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant** de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;

– **la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse** au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.

**Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales.**

**Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités et partis politiques sont mobilisés aussi pour le maintien des libertés publiques et individuelles.**

Dans l'immédiat, nous appelons à rejoindre tous les rassemblements et marches autour de ces revendications, partout dans le pays.

**Le Collectif Savoyard Contre la Répression appelle à une  
Manifestation Mardi 11 Juillet à 18 H 00  
Rassemblement devant la Préfecture**